



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

# VILLE DE VINCENNES

VAL-DE-MARNE

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2005

L'an deux mille cinq, le 29 juin à 19 heures ;

Le Conseil Municipal de la Ville de Vincennes, dûment convoqué par Monsieur le Maire le 17 juin 2005, conformément au Code général des collectivités territoriales (article L 2121-7 et suivants), s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances.

**Etaient présents** : M. LAFON, Maire ; M. BERNE, Mme PICAUD, M. SEUX (à partir du point sur le bilan de l'OPAH), Mme LE BIDEAU, M. MIREUR, Mme BAUDAIS-MÉRIEUX, M. VINDÉOU, Mme FARGE-POUJOL, M. DEMEULANDRE, Mme SÉGURET, M. MACCOU, Adjoints ; Mme FÉLICIER, MM. TROQUET, ROTA, Mmes OLIVIÉRI, ROSSIGNOL, M. ZAGANELLI, Mmes DOUSSOT-LAGARDE, GUILLAUMAT, M. NÉZELOF, Mme VOISIN, M. PANNETIER, Mme GUÉRILLON, MM. BENSOUSSAN, DENHEZ, SERFATI, Melle MARTIN, M. QUENTIN, M. DURAND ; MM MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG ; M. WALCH.

**Etaient absents** : M. SEUX (pouvoir à M. NEZELOF jusqu'à son arrivée), Melle LIBERT (pouvoir à Mme PICAUD) ; Mme RICARD (pouvoir à M. BERNE), Melle MÉLOT (pouvoir à M. MIREUR) ; Mme PINÇON (pouvoir à M. WALCH) ; Mme SCHAAF (pouvoir à Mme LE BIDEAU).

**Le Conseil a élu comme secrétaire** : Mme FÉLICIER.



**Mme FÉLICIER est élue secrétaire de séance à la majorité (7 abstentions : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT) ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG).**



### **RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES :**

M. VINDÉOU, Adjoint au Maire chargé du cadre de vie, des transports et de l'environnement, répond à une question de M. STEINBERG, Conseiller municipal du groupe des Elus Verts de Vincennes, sur le respect des règles environnementales, équitables et éthiques en matière d'achat public.

M. VINDÉOU, Adjoint au Maire chargé du cadre de vie, des transports et de l'environnement, répond à une question de Melle NICOLAS, Conseillère municipale du groupe des Elus Verts de Vincennes, portant sur la mise en œuvre de mesures concrètes en application du protocole de Kyoto.

M. LAFON, Maire, répond à une question de M. NEZELOF, Conseiller municipal du groupe de la majorité "Avec vous pour Vincennes", sur le suivi environnemental du quartier sud de Vincennes.



## **QUESTION DES ELUS VERTS DE VINCENNES-Conseil municipal du 29 juin 2005**

### **Les verts de Vincennes souhaitent que la municipalité de Vincennes s'engage dans une politique volontariste en s'imposant un certain nombre de règles environnementales, équitables et éthiques en matière d'achat public.**

Aujourd'hui il est possible, et indispensable de faire de **l'achat vert** pour une collectivité locale, plusieurs réglementations nous permettent aujourd'hui d'acheter éco-responsable en étant protégé par la jurisprudence et la loi. Depuis 2000, le code de l'Environnement impose aux entreprises de respecter des obligations en matière de protection de l'environnement. Le code des marchés dispose que le savoir-faire en matière de protection de l'environnement peut être un élément de critère de choix d'un candidat. L'art. 53 stipule que la performance environnementale d'une offre peut être un critère de choix qui peut, suivant la jurisprudence communautaire, devenir prépondérant. Il nous semble essentiel également de développer **l'achat éthique** avec l'achat de produits fabriqués dans le respect des droits de l'homme, le respect des droits sociaux fondamentaux (Conventions de l'Organisation Internationale des Droits du Travail). En tant que collectivité, vous pouvez agir pour le développement durable et les achats éthiques, en adoptant par exemple en Conseil Municipal une délibération qui marque l'engagement de la collectivité pour les achats éthiques, ou en insérant des clauses sociales dans vos marchés (article 14 code des Marchés publics), ou encore en vous engageant dans un réseau pour faciliter les échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

Vous pouvez agir par ailleurs sur **l'achat équitable**, en consommant des produits du commerce équitable permettant une juste rémunération du salaire des producteurs : produits alimentaires (café, thé, chocolat, sucre, jus de fruits), produits artisanaux, produits liés à l'art ménager ou liés, par exemple, aux instruments de musique.

**L'argument bien connu de la complexité juridique n'est pas recevable pour les verts : osons et innovons aux côtés de collectivités de plus en plus nombreuses qui s'inscrivent dans ces démarches.**

**Monsieur le maire, pourquoi la municipalité de Vincennes ne s'inscrit-elle pas dans une démarche volontariste et ne propose-t-elle pas une délibération qui marquerait son engagement pour des achats verts, éthiques, et équitables !**

## Réponse de M. VINDEOU, Adjoint au Maire chargé du cadre de vie, des transports et de l'environnement à la question orale du groupe des Elus Verts de Vincennes

L'achat vert, éthique et équitable que vous souhaitez développer en matière d'achat public renvoie implicitement à tout ou partie du concept de développement durable.

J'attire votre attention sur le fait que le terme « développement durable » n'a pas été retenu par le Conseil d'Etat dans la rédaction du nouveau Code des marchés publics publié le 7 janvier 2004. Il existe toutefois des dispositions (à l'article 14 du Code relatives aux conditions d'exécution, à l'article 45 concernant la présentation des candidatures et à l'article 53 sur les critères de choix des offres) qui permettent aux acheteurs publics de réfléchir à la manière de promouvoir le développement durable et d'inscrire l'achat public dans une démarche responsable.

Toutefois « l'achat public responsable » quel que soit son montant et son objet doit s'effectuer **dans le strict respect** des principes généraux de la commande publique, à savoir :

- la définition préalable du besoin,
- le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence
- le choix de l'offre **économiquement la plus avantageuse**.

Ces restrictions ne sont pas minces. Par conséquent, si le code des marchés publics permet à la personne publique de fixer librement le niveau d'exigence environnementale qu'elle souhaite voir réaliser au travers de ses marchés, il encadre de façon très précise les possibilités de prendre en compte l'environnement.

Vous souhaitez une « démarche volontariste » et « une délibération qui marquerait l'engagement de Vincennes pour des achats verts, éthiques et équitables ». Ces trois termes (« verts », « éthiques » et « équitables ») ne renvoient ni à la même réalité ni au même cadre juridique. Je voudrais vous montrer qu'en dépit des difficultés juridiques que ce type d'achat pose, la Ville de Vincennes s'est bel et bien engagée dans une démarche volontariste en matière d'achat public responsable.

**Les achats « verts » ou « éco-responsables »** s'inscrivent dans un système d'achats respectueux de l'environnement et s'appliquent généralement à des achats de fournitures. Il s'agit pour l'acheteur d'acheter des éco-produits conçus pour engendrer tout au long de leur cycle de vie moins d'impacts environnementaux qu'un produit standard. La difficulté aujourd'hui réside dans la reconnaissance de ces produits par un étiquetage environnemental fiable et dans la diversité des produits proposés. Seuls en effet les écolabels officiels NF Environnement et l'écolabel européen permettent de s'assurer de la qualité environnementale du produit. L'utilisation des écolabels relève toutefois d'une démarche volontaire et repose donc sur la seule bonne intention des industriels. Il est à noter que le Groupe Permanent d'Etudes des marchés reconnaît lui-même que les éco-produits sont encore peu répandus et donc souvent fabriqués à petite échelle. Ainsi le label NF Environnement n'est attribué actuellement que pour 18 familles de produits. Cette situation ne permet pas aux industriels de proposer ces produits à des prix de vente attractifs pour l'acheteur public.

Nonobstant ces vraies difficultés, la Municipalité souhaite s'investir progressivement dans cette démarche.

- C'est ainsi que la Ville utilise depuis le début de l'année 2005 du papier non chloré pour l'ensemble de ses documents de communication et du papier recyclé pour ses affiches municipales. Je rappelle par ailleurs que les papiers de bureau de l'Hôtel-de-ville, du Centre administratif, de Cœur-de-Ville et du Centre technique seront tous récupérés et recyclés à partir du mois de septembre de cette année.
- Des ampoules à économie d'énergie sont également utilisées depuis plusieurs années dans tous les bâtiments de la ville.
- Enfin, une réflexion est en cours sur l'achat de produits d'entretien peu polluants et biodégradables ou encore de matériels informatiques faiblement consommateurs en énergie dans la perspective des prochains marchés.

**L'achat « éthique »** s'inscrit dans une logique quelque peu différente puisqu'il s'agit de consommer des produits dont on sait qu'ils ont été fabriqués dans le respect des droits sociaux fondamentaux tels définis par huit conventions de l'Organisation internationale du travail. Comme vous le savez, une collectivité ne peut cependant retenir un candidat sur le critère des droits de l'homme au travail. C'est interdit. L'article 14 du Code permet tout juste d'introduire des clauses éthiques dans le cahier des charges que le candidat s'engage à respecter.

La déclaration de l'engagement reste malheureusement invérifiable car il est impossible de retracer la filière des étapes de production et la nature des emplois humains et économiques du produit acheté.

Là encore, en dépit de ces difficultés pratiques et du cadre réglementaire, la Ville ne reste pour autant pas inactive puisqu'elle a obtenu du fournisseur de fournitures scolaires – pour citer cet exemple - une attestation sur l'honneur certifiant que la fabrication des produits achetés n'a pas requis l'emploi d'une main d'œuvre enfantine dans des conditions contraires au droit international.

Enfin le **Label « Commerce équitable »** garantit que les producteurs des pays du Sud vivent (c'est le point principal) dignement de leur travail, dans le respect des droits de l'homme et la préservation de l'environnement. Il s'agit essentiellement de produits alimentaires (café, riz, bananes) et artisanaux (vêtements, poteries). Plusieurs villes se sont lancées dans cette démarche mais de manière toujours ponctuelle comme dans le cadre de repas à thème par exemple. La logistique du commerce équitable n'est en effet pas très adaptée au fonctionnement de la restauration collective. Le flux, la régularité des commandes et le conditionnement ne peuvent pas être garantis de manière certaine. Un surcoût de 20 à 50 % est également à prendre en compte par rapport aux produits standards.

Vincennes procédera à une étude afin de déterminer si elle peut s'engager dans ces actions spécifiques tout en continuant de soutenir, bien entendu, la « journée du commerce équitable en Afrique » organisée chaque année par l'association « Couleurs du Sahel ».

En conclusion, soyez assurés que la Ville entend inscrire progressivement ses achats publics dans la démarche du « développement durable » entendu au sens large. C'est ce que nous avons commencé à faire et c'est ce que nous ferons de plus en plus, sans qu'il soit nécessaire pour cela de prendre une délibération particulière, souvent purement déclamatoire, et tout en gardant à l'esprit qu'un marché public ne s'organise pas pour des raisons environnementales mais d'abord pour répondre aux besoins de la population vincennoise.

---



## **Groupe des élus Verts au conseil municipal de Vincennes**

**Conseil municipal du 29 juin 2005**

**Question du groupe des élus verts portant sur la mise en œuvre de mesures concrètes en application du protocole de Kyoto**

Monsieur le Maire,

Le protocole de Kyoto est entré en vigueur le 16 février 2005. Comme vous le savez, cet accord, ratifié par 141 pays dont la France, est destiné à réduire les émissions des gaz à effet de serre et à lutter contre le réchauffement climatique.

Les conséquences de ce phénomène sont déjà perceptibles et préoccupantes : fonte des calottes glaciaires, élévation du niveau des mers menaçant de nombreuses côtes, perte de la biodiversité...Elles peuvent se révéler catastrophiques à court ou à moyen terme pour la vie de la planète.

Les sources principales de ces gaz à effet de serre sont clairement identifiées : il s'agit de tous les transports routiers, des chauffages individuels, des engrais chimiques, et de certaines industries.

La nécessité de limiter fortement la production de ces gaz coïncide d'ailleurs avec la diminution prévisible des réserves de pétrole mondiales : les premiers effets en sont annoncés pour les cinq années à venir.

Ces deux raisons doivent nous inciter tous, citoyens et responsables de collectivités, à participer activement à cet effort, dont dépend en grande partie le sort des générations futures.

Votre mandat de maire vous permet d'agir dans ce sens, à de nombreux niveaux. Ainsi par exemple :

- en réduisant les dépenses de chauffage des bâtiments collectifs par une meilleure isolation.
- en choisissant les normes HQE (Haute Qualité Environnementale) pour les nouvelles constructions.
- en limitant la circulation automobile dans la commune,
- en ayant recours à des véhicules propres.

Vous pouvez trouver auprès du Conseil régional d'Ile de France des aides importantes dans les procédures de diagnostic et d'investissement ;

Vous pouvez également informer et encourager les habitants de votre commune à utiliser des énergies propres, comme l'énergie solaire, par des mesures incitatives qui compléteront les aides accordées aux particuliers par la région ainsi que les allègements fiscaux.

Pourriez vous, Monsieur le Maire, nous faire connaître les mesures concrètes que vous comptez prendre à Vincennes pour participer à la lutte contre le réchauffement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

## Réponse de M. VINDÉOU, Adjoint au Maire chargé du cadre de vie, des transports et de l'environnement à la question orale du groupe des Elus Verts de Vincennes

Vous soulevez la question du protocole de Kyoto qui marque une étape importante dans la mobilisation planétaire pour la préservation des équilibres environnementaux et climatiques. Des objectifs ont été fixés et nous ne pouvons que nous réjouir que la France semble tenir en la matière ses engagements : les émissions de CO2 de notre pays n'ont pas augmenté sur la période 1990-2004. En ce qui concerne la contribution de notre Ville et pour répondre à votre question, je voudrais vous rappeler la politique que la Municipalité suit dans les domaines de **la consommation d'énergie, de la limitation des émissions de CO2 et de la sensibilisation des Vincennois au respect de l'environnement**.

**La consommation d'énergie** est un des enjeux principaux du protocole de Kyoto et la Ville de Vincennes souhaite participer aux objectifs de maîtrise de l'énergie.

- Un des principaux moyens pour y parvenir est de moderniser nos chaufferies. C'est dans cet esprit que nous avons proposé au Conseil municipal de février 2002 de se prononcer pour la mise en œuvre d'un programme pluriannuel de modernisation, programme pour lequel votre groupe a choisi de s'abstenir.

- La lutte contre les déperdition d'énergie participe également à l'objectif de maîtrise énergétique. Pour ce faire, nous engageons des travaux d'isolation thermique de l'enveloppe des bâtiments à chaque fois que nous procédons au remplacement des vieilles fenêtres par des châssis à hautes performances thermiques et acoustiques et lorsque nous équipons les systèmes d'éclairage de certains locaux avec des cellules de détections afin de limiter les durées d'utilisation ou encore lorsque nous généralisons l'utilisation de lampes à basse consommation. Ce sont des actions que les services de la Ville mettent en œuvre quotidiennement.

- S'agissant des constructions neuves, la même exigence conduit notre action. Ainsi, les derniers équipements de superstructure réalisés à Vincennes l'ont été sur la base des recommandations du label HQE, **c'est le cas de l'Espace Daniel-Sorano, de Cœur de Ville et de l'école Jean-Monnet**. Comme vous le savez car il vous a été présenté ici en mars dernier, le Programme d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) fait clairement mention de notre volonté de respecter les normes HQE lorsque nous construirons de futurs équipements publics. Enfin, dans le même esprit, nous souhaitons inciter les autres maîtres d'ouvrage à s'engager dans cette voie.

- Sachez enfin que nous envisageons de mener une étude destinée à vérifier les possibilités d'équiper certains bâtiments communaux de capteurs solaires photovoltaïques. Cette étude d'un coût d'environ 12 000 euros serait subventionnée à hauteur de 70 % par l'ADEME, nous aurons l'occasion de revenir sur ce dernier point lors d'un prochain conseil municipal.



**La limitation de gaz polluant issus des véhicules** est un autre moyen de participer au Protocole de Kyoto. En matière de limitation de la circulation automobile et de ses effets, nous militons en faveur des déplacements pédestres ou non polluant au sein de notre ville. J'évoquerai ici quelques actions que nous mettons en place pour y parvenir.

- D'abord, nous avons conscience que les dimensions réduites de notre ville – moins de 2 kilomètres carrés - se prêtent particulièrement bien aux modes de déplacement alternatifs. Ainsi, afin de rendre aux piétons la vie plus facile, nous privilégions l'élargissement des trottoirs et la sécurisation des traversées. Là aussi, les réalisations sont nombreuses et elles se développeront encore davantage dans les mois et les années qui viennent.

- La mise en œuvre progressive d'itinéraires cyclables et les efforts que nous faisons pour multiplier les aires de stationnement pour les vélos est à mettre également au crédit de cette politique.

- Je tiens à souligner l'intérêt et le succès du stationnement résidentiel. La généralisation du stationnement payant, notamment aux abords des stations de métro et du RER, a en effet permis de lutter efficacement contre de stationnement pendulaire lié aux déplacements domicile/travail/domicile.

- L'adoption d'un tarif réduit mais économiquement viable, en faveur des résidents Vincennois doit les inciter à utiliser les transports en communs disponibles en grand nombre sur notre territoire, ce qui constitue une chance indéniable pour notre commune.

- S'agissant de notre flotte de véhicules municipaux, nous estimons que nous avons en quelque sorte « un devoir d'exemplarité » et, à chaque fois que cela est possible et judicieux, nous nous efforçons d'acquérir des véhicules propres. C'est ainsi que nous possédons 16 véhicules électriques dont 9 voitures légères et 8 véhicules bi-carburant essence/GPL.

Enfin, il est évident que les Vincennois eux-mêmes doivent devenir les premiers acteurs de la lutte pour la préservation de notre environnement. Là aussi, la Municipalité a mis en œuvre **une politique volontariste d'aide et de sensibilisation**.

- Notre politique d'amélioration de l'habitat participe aussi d'une ambition environnementale. L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - dont le bilan vous sera présenté au cours de cette séance - est l'occasion d'aider les propriétaires à réaliser des diagnostics énergétiques, de participer au financement de travaux de modernisations des installations thermique et électriques et de **favoriser** l'isolation thermique et phonique des logements anciens. Nous souhaitons pérenniser notre action dans ce domaine en lançant d'autre OPAH dans d'autres quartiers.

- Les actions plus pédagogiques sont indispensables et c'est pourquoi nous soutenons activement l'association *Maîtriser Votre Energie* (MVE) qui, je vous le rappelle, propose depuis trois ans une exposition sur « la maison économe » dont l'objectif est précisément de sensibiliser le plus grand nombre aux questions d'économies d'énergie et ce de manière très concrète.

- Dans le même ordre d'idée, le mensuel « *Vincennes Information* » avait fait paraître en mars 2004 un article très complet sur ces questions.

- Ce type d'actions à caractère pédagogique seront renouvelées avec la participation des publics scolaires ainsi que du conseil municipal des enfants.

Vous le constatez, nous ne restons pas inactifs dans ce domaine, loin s'en faut. La Municipalité a clairement fait le choix d'une politique soucieuse de l'environnement et entend y prendre toute sa place. Plus que les textes légaux et réglementaires qui encadrent nécessairement nos actions, nous savons que c'est ce type de démarche pragmatique et concrète qui peut répondre à l'enjeu considérable que constitue la lutte pour la préservation de notre planète.

---



QUESTION DU GROUPE « AVEC VOUS POUR VINCENNES »  
Conseil municipal du 29 juin 2005

Monsieur le Maire, voilà un an débutait la première campagne de prélèvement du suivi environnemental du quartier Sud de Vincennes. Pourriez-vous en dresser un rapide bilan et nous préciser les actions de communication que la Ville met en œuvre pour informer les riverains ?



23 JUIN 2005

Réponse de Monsieur le Maire à la question orale de Monsieur  
NEZELOF, Conseiller municipal du groupe de la majorité  
« Avec vous pour Vincennes »

A la suite des suspicions de pollution sur l'ancien site des usines Kodak, les pouvoirs publics ont décidé de diligenter un programme d'investigations scientifiques qui a pris la forme d'une **étude détaillée des risques** à la demande des ministères de l'Environnement et de la Santé.

Après de très nombreuses études, le Comité Scientifique a conclu, dans son avis définitif rendu à la fin 2003, que *« le fait d'habiter, de travailler ou d'étudier dans ce quartier ne présente aucun risque sanitaire avéré pour la population »*. Le Comité Scientifique ajoute qu'il n'y a *« aucun lien avéré entre la survenue des cancers pédiatriques dans le quartier Sud de Vincennes et les activités exercées par Kodak et qu'au surplus, le site en question ne présente pas de niveau d'exposition supérieur à ce qui est généralement observé dans un milieu urbain comparable »*.

Pour offrir toutes les assurances que l'absence de risque se maintenait dans le temps, il a été décidé de mettre en place **un suivi environnemental** du quartier sur une période de trois ans, - initiative que la Ville de Vincennes a pleinement soutenu. Il a par ailleurs été décidé que chaque année, un rapport de synthèse sera publié.

Le suivi environnemental a débuté en 2004 et le premier rapport de synthèse annuel vient de nous parvenir. Durant l'année écoulée, **quatre campagnes de prélèvement** d'échantillonnage d'air ambiant, des gaz du sol et des eaux souterraines ont été effectuées, la première en juin 2004 et la dernière au cours du mois de mars dernier. Je voudrais vous citer in extenso les conclusion de cette première année de suivi environnemental du quartier Sud : *« les résultats de la première année de surveillance sont cohérents avec les résultats de l'étude détaillée des risques (que je vous citais à l'instant) et ne présentent aucune évolution notable des concentrations. Les conclusions de l'étude détaillée des risques sont donc confirmées par les résultats de la première année de surveillance »*.

L'annonce récente du décès d'un des quatre enfants qui avait déclaré la maladie avant 2002 a bien entendu ému les habitants du quartier et comme, je le sais, chacun ici. Je tiens toutefois à préciser que, pour les autorités sanitaires, l'issue tragique de la maladie de cet enfant ne modifie pas l'appréciation qu'elles portent en terme de risques sanitaires et que je viens de vous rappeler.

Nous tenons très fortement à la transparence la plus totale dans ce dossier et, pour le dire franchement, à éviter toute polémique déplacée ; cela ne serait pas digne au regard des inquiétudes que l'existence d'enfants malades a soulevé auprès des parents et de l'ensemble des habitants du quartier.

Je tiens à préciser cette volonté et cette réalité car certains se sont interrogés sur l'arrêt d'une publication éditée par la DDASS, la lettre *Franklin Info*. Je saisis cette occasion pour rappeler les faits.

Alors que l'information scientifique est une compétence relevant de l'Etat, la Ville a tout mis en œuvre pour faciliter l'accès à l'information des habitants du quartier des Vignerons. Pendant la période de crise, alors même que les conclusions des études n'étaient pas encore connues, de nombreuses réunions d'information ont été organisées et la lettre d'information, *Franklin Info*, entièrement rédigée par la DDASS a été imprimée et diffusée par les services de la Ville.

Une fois l'évaluation détaillée des risques terminée et le suivi environnemental lancé, il nous a semblé normal d'adapter les outils de communication en conséquence. Nous avons notamment estimé que la lettre *Franklin Info* devait évoluer : son titre stigmatisait le nom de l'école sur laquelle les études ont montré qu'il n'y avait aucune spécificité du point de vue des risques sanitaires et cela ne participait pas à apaiser un climat émotionnel déjà chargé. La Ville a fait part de son sentiment à la DDASS qui, dès lors, n'a plus souhaité la diffuser – même, comme nous le proposons, sous forme d'affiche reprenant *in extenso* le texte du projet de lettre *Franklin Info*. Comme chacun le sait, **c'est à la DDASS et à la DDASS seule qu'il revient d'autoriser la diffusion** de ce support d'information.

C'est pour éviter que l'information des riverains souffre de ce blocage que la Ville a décidé de reprendre les conclusions du suivi environnemental figurant dans le projet de lettre et de les faire afficher dans tous les bâtiments publics municipaux. Voilà tout.

Notre action de communication ne s'arrête pas là. Pour mémoire, voici un panorama des actions d'information et de communication que nous mettons en œuvre au quotidien.

- Dès que les résultats des campagnes de prélèvement du suivi environnemental nous parviennent, nous veillons à les communiquer dans les délais les plus brefs à la directrice de l'école, aux associations de parents d'élèves, aux directrices des crèches, aux associations de quartiers et aux membres du Conseil municipal.
- Par ailleurs, je vous rappelle que la Ville publie sur son site Internet une chronologie détaillée et constamment mise à jour qui reprend l'historique complet de ce dossier.
- En outre, une synthèse du suivi environnemental est dressée chaque année dans le *Vincennes Information*.
- Enfin, l'ensemble des enquêtes et études scientifiques réalisées depuis 2000 sont consultables, dans leur intégralité et librement, par chaque Vincennois à l'accueil des services techniques municipaux.

J'espère avoir répondu à votre question.

# I - FINANCES

## LE CONSEIL

Sous la présidence de M. TROQUET, Conseiller municipal délégué aux finances,

- ▷ **APPROUVE** à la majorité (3 abstentions : Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG 4 voix contre : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT), **le compte administratif 2004 du budget principal de la Ville et affecte l'excédent de la section de fonctionnement qui s'élève à 8 714 844,12 € à la section d'investissement du budget 2005 pour un montant de 8 532 704,27 € et reporte les 182 139,85 € restants à la section de fonctionnement du budget 2005.**
- ▷ **APPROUVE** à la majorité (3 abstentions : Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG 4 voix contre : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT), **le compte administratif 2004 du budget annexe de l'assainissement et affecte l'excédent d'exploitation de 36 844,27 € à la section d'investissement du budget 2005 et reporte le solde soit 53 630,36 € à la section d'exploitation du budget 2005.**
- ▷ **APPROUVE** à la majorité (4 voix contre : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT), **le compte administratif 2004 du budget annexe de la restauration municipale dont l'excédent d'un montant de 19 145,44 € est repris dans le budget supplémentaire 2005.**

Sous la présidence de Monsieur le Maire :

- ▷ **APPROUVE** à la majorité (5 abstentions : Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG), **le résultat des comptes de gestion 2004, présentés par Madame le receveur municipal, pour le budget principal, le budget annexe de l'assainissement, le budget annexe de la restauration municipale.**
- ▷ **APPROUVE** à la majorité (3 abstentions : Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG 4 voix contre : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT), **le budget supplémentaire du budget principal pour l'exercice 2005 qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 14 224 844,12 €.**
- ▷ **APPROUVE** à la majorité (3 abstentions : Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG 4 voix contre : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT), **le budget supplémentaire du budget annexe de l'assainissement pour l'exercice 2005 qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 311 691,70 €.**

- ▷ **APPROUVE** à la majorité (4 voix contre : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT), le budget supplémentaire pour l'exercice 2005 qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 19 145,44 € pour la restauration municipale.
- ▷ **ADMET** à l'unanimité, en non valeurs des cotes irrécouvrables pour un montant de 6 977,90 € pour les années 2000 à 2002 incluses.
- ▷ **APPROUVE** à l'unanimité, l'acquisition, à titre gratuit, du square Robert-de-Cotte du lotissement du Domaine du Bois.
- ▷ **DÉCIDE** à l'unanimité, de solliciter l'attribution d'une subvention par le Conseil régional d'Ile-de-France pour l'organisation d'une action de sécurité routière à Vincennes.

## **II - LOGEMENT SOCIAL ET HABITAT**

### **LE CONSEIL**

- ▷ **PREND ACTE** à l'unanimité, de la présentation du bilan 2004 de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat, après deux années de mise en œuvre.

## **III - AFFAIRES SOCIALES**

### **LE CONSEIL**

- ▷ **APPROUVE** à l'unanimité, la convention à passer avec l'Association gériatrique de l'Est parisien (AGEP), à titre expérimental, pour la mise en œuvre d'actions de prévention et d'information en direction des personnes âgées.
- ▷ **DÉCIDE** à l'unanimité, de créer de nouvelles vacations de psychologie, d'orthophonie et de médecine générale relatives aux troubles de la mémoire, pour un total de 8 vacations de 2 heures par mois, dans le cadre de l'évolution du centre Pierre-Souweine en centre d'informations gériologiques.

## IV - PERSONNEL COMMUNAL

### LE CONSEIL

- ▷ **APPROUVE à l'unanimité, la modification du régime indemnitaire du personnel communal afin de permettre la rémunération d'heures supplémentaires à des agents effectuant des fonctions spécifiques.**
- ▷ **APPROUVE, à l'unanimité, la concession d'un logement de fonction par utilité de service à la directrice de la crèche du Domaine du Bois situé 11, allée Jacques Bainville à Vincennes.**

## V - ENSEIGNEMENT, JEUNESSE ET FAMILLE

### LE CONSEIL

- ▷ **ÉMET à l'unanimité, les avis suivants sur les mesures de carte scolaire 2005/2006 (1<sup>er</sup> degré) envisagées par l'Inspection académique du Val-de-Marne :**
  - *avis favorable à l'ouverture d'une classe à l'école élémentaire Jean-Monnet ainsi que sur la confirmation à titre définitif de l'ouverture d'une classe dans cette même école réalisée en octobre 2004,*
  - **avis défavorable à la fermeture d'une classe à l'école maternelle de l'Est,**
  - **avis favorable à la transformation d'une classe d'intégration scolaire option E en une classe d'intégration scolaire 1 "handicap mental" à l'école élémentaire Ouest,**
  - **demande l'ouverture d'une classe à l'école maternelle Jean-Monnet,**
  - **demande l'ouverture de deux classes à l'école élémentaire Jean-Monnet,**
  - **demande l'ouverture d'une classe élémentaire sur le secteur sud-ouest-centre sur constat d'effectifs.**
- ▷ **APPROUVE à la majorité (7 abstentions : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG), la création d'un Conseil des jeunes de Vincennes (CJV), organe de concertation permettant à des jeunes volontaires, âgés de 13 à 17 ans, d'être acteurs de la vie publique vincennoise et à l'initiative de projets jeunesse.**



- ▷ **APPROUVE** à la majorité (7 abstentions : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG), la **modification des critères d'attribution des aides à projets-jeunes**.
- ▷ **VOTE** à l'unanimité, une aide financière d'un montant de 500 € au projet d'acheminement de matériel médical sur les routes de Sine Saloum au Sénégal présenté par Melle Marine SALAMA, domiciliée 147, rue Diderot à Vincennes.
- ▷ **VOTE** à l'unanimité, une aide financière d'un montant de 500 € au projet d'acheminement de médicaments ainsi que d'organisation d'une campagne de prévention sur les maladies sexuellement transmissibles à Madagascar présenté par M. Clément MORIN, domicilié 11, avenue du Petit Parc à Vincennes.
- ▷ **Monsieur le Maire met aux voix un amendement** visant à compléter, à la demande de la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne, le préambule de la convention à passer pour la mise en place de la prestation de service unique. L'amendement est adopté à l'unanimité.
- ▷ **APPROUVE** à l'unanimité, la convention à passer avec la C.A.F. du Val-de-Marne reportant la mise en œuvre de la prestation de service unique (PSU) au 1<sup>er</sup> août 2005, autorise le Maire ou la Conseillère municipale déléguée à la Petite enfance à la signer et sollicite l'attribution d'une subvention pour le financement du logiciel de gestion de la PSU.

## VI - VIE ASSOCIATIVE

### LE CONSEIL

- ▷ **VOTE** à l'unanimité, une subvention municipale exceptionnelle à l'Association Sport Passion Vincennes (ASPV) d'un montant de 1 400 €.
- ▷ **VOTE** à l'unanimité, une subvention municipale exceptionnelle à l'association de jeunesse Rêves Paris – Ile-de-France d'un montant de 560 €.
- ▷ **VOTE** à l'unanimité, deux subventions dans le cadre des jumelages à l'association Cercle d'escrime de Vincennes pour 2 000 € et au Cercle amical de Vincennes Jeunes (CAVJ) pour 800 €.
- ▷ **APPROUVE** à l'unanimité, la convention d'objectifs pluriannuelle avec l'association Festival AMERICA et autorise le Maire à la signer.

## VII - MARCHÉS ET DÉLÉGATION DE SERVICES PUBLICS

### LE CONSEIL

- ▷ **APPROUVE**, à la majorité (7 abstentions : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG), **la passation d'un marché de fourniture d'horodateurs avec la société PARKEON afin de pourvoir aux besoins liés à l'extension de zones de stationnement.**

## VIII - AMÉNAGEMENT URBAIN, ENVIRONNEMENT ET VOIRIE

### LE CONSEIL

- ▷ **ÉMET** à la majorité (7 voix contre: MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG), **les avis suivants sur le projet de Plan local d'urbanisme (PLU) de Paris :**
  - *avis réservé quant à l'inscription en "espace boisé classé" du Cours des Maréchaux dans la mesure où cette inscription obérerait toutes possibilités d'aménagement de cet espace très peu boisé, situé sur le flan est du Château de Vincennes, alors que des réflexions et des études sont en cours pour le réaménagement des abords du Château,*
  - **avis réservé à propos du projet d'inscription d'un "emplacement réservé" à l'intérieur du Bois de Vincennes afin d'y aménager une aire d'accueil des gens du voyage. En effet, ce projet ne répond pas aux exigences notamment en matière de proximité des équipements publics nécessaires aux familles ainsi accueillies et ce projet est , de plus, en contradiction avec la "Charte pour l'aménagement durable des Bois de Boulogne et Vincennes" dont il n'est aucunement fait mention.**
- ▷ **APPROUVE** à l'unanimité, **la convention avec la société OTUS relative au versement de subventions de l'Agence de l'eau Seine-Normandie pour le traitement des déchets dangereux pour l'eau et autorise le Maire à la signer.**

- ▷ **APPROUVE à l'unanimité, la convention d'occupation du réseau communal d'assainissement pour le passage de câbles à fibres optiques avenue du Château avec la société NAXOS et autorise le Maire à la signer.**
  
- ▷ **APPROUVE à l'unanimité, la convention avec la Ville de Montreuil relative à la réalisation de travaux de voirie dans les rues Joseph-Gaillard et des Trois-Territoires et autorise le Maire à la signer.**
  
- ▷ **APPROUVE à l'unanimité, la convention avec la Ville de Fontenay-sous-Bois relative aux travaux d'aménagement de la couverture n° 3 du RER et autorise le Maire à la signer.**

## **IX - RAPPORTS ANNUELS**

### **LE CONSEIL**

- ▷ **PREND ACTE à l'unanimité, de la présentation du rapport annuel 2004 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement.**
  
- ▷ **PREND ACTE à l'unanimité, de la présentation du rapport annuel 2004 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.**
  
- ▷ **PREND ACTE à l'unanimité, de la présentation du bilan d'activité 2003-2004 de la société d'économie mixte VINCEM.**
  
- ▷ **PREND ACTE à l'unanimité, de la présentation des rapports d'activités 2004 des délégataires du service public du stationnement souterrain et de surface : VIA STATIONNEMENT, VINCEM et EFFIPARC Ile-de-France.**

## X - VŒUX

- ▷ **Monsieur le Maire met aux voix** la notion "d'objet d'intérêt local" du vœu présenté par le groupe des Elus Verts de Vincennes visant à demander au préfet du Val-de-Marne de reprendre la rédaction et la diffusion de la note d'information *Franklin Info* auprès des habitants du quartier sud de Vincennes, confirmée à l'unanimité.
  
- ▷ **REJETTE** à la majorité, le vœu proposé par le groupe des Elus Verts de Vincennes (7 voix pour : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG – 36 voix contre : M. LAFON, M. BERNE, Mme PICAUD, M. SEUX, Mme LE BIDEAU, M. MIREUR, Mme BAUDAIS-MÉRIEUX, Melle LIBERT (pouvoir à Mme PICAUD), M. VINDÉOU, Mme FARGE-POUJOL, M. DEMEULANDRE, Mme SÉGURET, M. MACCOU, Mmes FÉLICIER, RICARD (pouvoir à M. BERNE), MM. TROQUET, ROTA, Mmes OLIVIERI, ROSSIGNOL, M. ZAGANELLI, Mmes DOUSSOT-LAGARDE, GUILLAUMAT, M. NEZELOF, Mme VOISIN, M. PANNETIER, Mme GUÉRILLON, MM. BENSOUSSAN, DENHEZ, SERFATI, Melle MARTIN, M. QUENTIN, Melle MÉLOT (pouvoir à M. MIREUR), M. DURAND ; M. WALCH, Mme PINÇON (pouvoir à M. WALCH) ; Mme SCHAAF (pouvoir à Mme LE BIDEAU)).
  
- ▷ **Monsieur le Maire met aux voix** la notion "d'objet d'intérêt local" du vœu présenté par le groupe de la majorité "Avec vous pour Vincennes" visant à relancer une réflexion sur les besoins en transports en commun et notamment à Vincennes, dans le cadre de la révision du Schéma directeur d'Ile-de-France par la RATP confirmée à l'unanimité.
  
- ▷ **ADOPTE** à la majorité, le vœu proposé par le groupe de la majorité "Avec vous pour Vincennes" (4 abstentions : MM. MESLÉ, SULTER, Mmes KERSTING, PERROT – 39 voix pour : M. LAFON, M. BERNE, Mme PICAUD, M. SEUX, Mme LE BIDEAU, M. MIREUR, Mme BAUDAIS-MÉRIEUX, Melle LIBERT (pouvoir à Mme PICAUD), M. VINDÉOU, Mme FARGE-POUJOL, M. DEMEULANDRE, Mme SÉGURET, M. MACCOU, Mmes FÉLICIER, RICARD (pouvoir à M. BERNE), MM. TROQUET, ROTA, Mmes OLIVIERI, ROSSIGNOL, M. ZAGANELLI, Mmes DOUSSOT-LAGARDE, GUILLAUMAT, M. NEZELOF, Mme VOISIN, M. PANNETIER, Mme GUÉRILLON, MM. BENSOUSSAN, DENHEZ, SERFATI, Melle MARTIN, M. QUENTIN, Melle MÉLOT (pouvoir à M. MIREUR), M. DURAND ; Melle NICOLAS, MM. SERNE, STEINBERG ; M. WALCH, Mme PINÇON (pouvoir à M. WALCH) ; Mme SCHAAF (pouvoir à Mme LE BIDEAU)).





Vœu présenté au conseil municipal de Vincennes

**Séance du 29 juin 2005**

**Demandant au préfet du Val-de-Marne de continuer à informer les habitants du quartier Sud de Vincennes (ex-site Kodak) en se substituant à la mairie de Vincennes qui a arrêté de diffuser le périodique d'information de la préfecture du Val-de-Marne sur le suivi environnemental et épidémiologique du quartier.**

### *Exposé des motifs*

Au moment où l'on apprend le décès de l'un des enfants atteint d'un cancer et qui avait fréquenté l'école Franklin Roosevelt, on apprend également que la mairie de Vincennes a, unilatéralement, décidé de suspendre la diffusion aux familles du quartier Sud de Vincennes de la note d'information périodique, *Franklin Info*, rédigée par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). En effet, alors que les 7 premiers numéros avaient été, comme cela avait été convenu, réalisés par la préfecture et diffusés par la ville de Vincennes, le numéro 8, daté de novembre 2004, n'a jamais été transmis aux habitants. Le maire de Vincennes s'oppose à cette diffusion - parce qu'il serait en désaccord avec la forme de communication utilisée par la préfecture (!!!) a-t-il répondu à nos interrogations. Et la mairie a diffusé sa propre lettre beaucoup plus sommaire et générale que le document de la préfecture. Depuis, la DDASS a arrêté de produire sa note d'informations sur le suivi environnemental et épidémiologique du quartier puisque ne voyant plus l'utilité de produire un document non diffusé...

Au-delà de ces étonnantes frictions entre institutions, c'est encore une fois la transparence qui en souffre. Et avec elle la confiance, pourtant déjà mise à rude épreuve, des parents et des habitants du quartier, confiance qui pourrait bien finir par disparaître devant tant d'opiniâtreté à cacher les choses ou en tout cas à faire comme s'il y avait des choses à cacher...

La seule solution que nous envisageons, devant l'entêtement municipal, est d'en appeler directement au préfet du Val-de-Marne pour qu'il fasse lui-même diffuser *Franklin Info* à la population vincennoise. Et qu'ainsi il puisse faire reprendre la rédaction et la diffusion de cette note arrêtée depuis des mois. Tel est l'objet de ce vœu dont il n'est pas utile de démontrer davantage l'intérêt local qui semble assez évident.

### Vœu

**Considérant la décision du maire de Vincennes de ne plus envoyer à tous les habitants du quartier sud de Vincennes la note périodique d'information *Franklin info* sur le suivi environnemental et épidémiologique de l'ancien site Kodak, le conseil municipal de Vincennes demande au préfet du Val-de-Marne de faire reprendre par la DDASS la rédaction de cette note et de faire procéder par ses propres services à sa diffusion aux habitants du quartier.**

**VŒUX DU GROUPE « AVEC VOUS POUR VINCENNES »**

Conseil municipal du 29 juin 2005

Dans le cadre de la révision du Schéma directeur d'Ile de France, la RATP a décidé de proposer l'actualisation des études, relatives aux liaisons internes à la petite couronne (dites de « banlieue à banlieue »).

La Régie a présenté au Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF) la « Rcade Métro », visant à offrir un nouveau système de transport, organisé autour d'une ligne en rocade reliant les terminus de métro et RER existants et permettant ainsi de contourner Paris.

Considérant que face aux difficultés que rencontrent les franciliens dans leurs déplacements quotidiens, il convient de relancer une réflexion sur les investissements de structures, nécessaires à l'augmentation des capacités d'accueil dans les transports en commun ;

Considérant que le retard constaté dans l'exécution du volet infrastructures de transports en commun du contrat de plan Etat-Région 2000/2006 est en grande partie dû à l'impréparation des dossiers inscrits au titre de ce volet, et notamment des études préparatoires ;

Considérant que le projet envisage que Vincennes bénéficie d'une station sur le trajet de la « Rcade », ce qui correspond à une demande souvent exprimée par les vincennois et aurait des retombées économiques positives pour notre ville ;

Considérant que si la qualité de service dans les transports en commun est un objectif important, l'augmentation des capacités d'accueil est aussi un objectif majeur pour les usagers ;

Le Conseil municipal de Vincennes, souhaite que soient lancées dès à présent des études, en concertation avec les collectivités locales, le STIF et la RATP, autour de ce projet important, dans le but de préparer le processus de prise de décision pour le futur contrat de plan Etat-Région.

*[Signature]*



VILLE DE VINCENNES

Reçu le 24 JUIN 2005

Accueil Hôtel de Ville

*[Signature]* 17h08



*Monsieur le Maire annonce que la prochaine séance du Conseil municipal est fixée au mercredi 28 septembre 2005.*

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h15.**

**Les Présidents,  
Laurent LAFON  
Jean-Pierre TROQUET**

**La Secrétaire,  
Louise FÉLICIER**